

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du Général De Gaulle
BP 1354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERE HOLCIM HAUT-RHIN D'ALTKIRCH

Chemin des carrières
68130 ALTKIRCH

Références : 0195_2022_06_17_HOLCIM CAR ALTKIRCH_AN DDIE 2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté chemin des carrières à ALTKIRCH (68130). L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur la mise en oeuvre de la Directive européenne sur les Déchets de l'Industrie Extractive (n° 2006 21 /CE). Pour les carrières, cette directive a été transposée dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- CHEMIN DES CARRIERES 68130 ALTKIRCH
- Code AIOT dans GUN : 0006700195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société HOLCIM HAUT-RHIN exploite une carrière de roche calcaire d'une superficie d'environ 80,85 ha. Elle est équipée d'installations de traitement de matériaux (à sec) et d'une station de transit de matériaux non inertes non dangereux. L'ensemble des matériaux extraits sont acheminés par bande transporteuse sur le site de la cimenterie appartenant au même groupe industriel.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Gestion des déchets inertes non dangereux résultant de l'exploitation du site de carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et annexe I et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et arrêté préfectoral du 27/06/2019, article 3.9.2	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et arrêté préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et arrêté Ppéfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer des caractéristiques des déchets produits lors des opérations d'extraction et améliorer son plan de gestion des déchets en détaillant les volumes produits par phase d'exploitation ainsi que leur répartition au niveau des différents stockages présents.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Annexe I et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A</p>
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 <i>"[...] L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, [...].</i></p> <p><i>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné."</i></p> <p>Annexe I de l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 <i>"Déchets d'extraction inertes :</i></p> <p><i>1. Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</i> <i>- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0, 1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;</i> <i>- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;</i> <i>- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;</i> <i>- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.</i> <i>[...]."</i> <p>Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2 <i>"[...] L'exploitant assure un suivi [...] des caractéristiques des matériaux stockés [...].</i> <i>[...]."</i></p>
<p>Constats : Le site possède une installation de gestion des déchets d'extraction (terres de découverte comprenant des stériles, les limons et les terres végétales). Cette installation ne concerne pas, <i>a priori</i>, de déchets sur le site de la carrière, associés à la rubrique 2720.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté au service d'inspection une caractérisation de ces déchets permettant de le confirmer. Cette caractérisation n'est pas présente dans le plan de gestion des déchets.</p>
<p>Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse des déchets d'extraction dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Arrêté préfectoral du 27/06/2019, article 3.9.2			
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage			
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 <i>"Les "zones de stockage des déchets d'extraction inertes" sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. [...]"</i> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.9.2 <i>« Les déchets d'extraction de la carrière sont, préalablement à leur utilisation dans le cadre de la remise en état, stockés dans le respect des prescriptions suivantes :</i>			
Déchet inerte	localisation	[...]	hauteur
Stockage de terres végétales	En merlon Est périphérique		5 m maximum
Stockage de stériles de découverte (limons)	Stockage « Nord-Est » au droit du carreau de la carrières		25 m maximum
	Stockage « central partie Sud-Est » au droit du carreau de la carrière		25 m maximum
	Stockage « partie Sud-Est » au droit du carreau de la carrière		25 m maximum
	Stockage en bordure Sud-Est du site		15 m maximum
[...] »			
Constats : La stabilité du stockage des terres de découverte est assurée par l'exploitant. Les eaux de ruissellement sont récupérées dans les plans d'eau du site . L'inspection des installations classées a constaté visuellement : <ul style="list-style-type: none">• que les zones de stockage des déchets d'extraction sont stables (hauteur des stocks conforme à l'arrêté préfectoral),• l'absence d'envol de poussières issues de ces stocks.			
Observations : /			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 " [...] L'exploitant assure un suivi des quantités [...] des matériaux stockés. [...]." Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 , article 6.1.3.2 " [...] L'exploitant assure un suivi des quantités [...] des matériaux stockés [...]. [...]."
Constats : La quantité des déchets d'extraction produite est suivie annuellement par l'exploitant lors de la réalisation du plan topographique lors duquel le volume de chacun des stockages (stériles et terres végétales) est mesuré. En effet, cette quantité évolue qu'une fois par an lors de la réalisation des opérations de décapage réalisées entre les mois de septembre et octobre. L'inspection des installations classées constate que ce volume est en deçà de celui estimé dans le plan de gestion des déchets.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 6.1.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 " [...] L'exploitant [...] établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. [...]." Arrêté Préfectoral du 27/06/2019 , article 6.1.3.2 " [...] L'exploitant [...] établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. [...]."
Constats : Le plan topographique réalisé le 16 novembre 2021 permet de localiser les zones de stockage des terres de découverte. Cette localisation correspond à la description présente dans le plan de gestion des déchets ainsi qu'à celle constatée par l'inspection des installations classées lors de sa visite terrain.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets a été actualisé en février 2022. Il contient notamment : <ul style="list-style-type: none">• la description des déchets d'extraction,• une estimation des quantités totales de déchets qui seront produits et stockés sur la durée de l'autorisation d'exploitée. Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'une estimation des quantités de déchets d'exploitation (terres végétales et stériles d'extraction) prévues d'être générées et stockées par phase d'exploitation.
Observations : Le plan de gestion des déchets devra préciser ces éléments dans un délai d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> <i>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</i> [...]."
Constats : Le plan de gestion des déchets présente une description des lieux de stockage sous forme de merlon en limite Nord, Est et Sud du périmètre autorisé ainsi qu'à 4 endroits répartis sur le site de la carrière. Les stériles et les terres végétales sont situés aux endroits prévus à cet effet dans le plan de gestion des déchets.
Observations : Toutefois cette description présente dans le plan de gestion des déchets gagnerait à être améliorée pour définir comment les volumes générés chaque année sont répartis dans ces différents stocks. L'exploitant transmettra au service d'inspection son plan de gestion des déchets révisé en conséquence dans un délai d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</i> [...] <i>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</i> [...]."
Constats : Le plan de gestion des déchets de l'exploitant comprend la description de l'exploitation générant ces déchets, les traitements auxquels ils sont soumis et la description du réaménagement final du site. Ces déchets seront utilisés intégralement pour la remise en état du site à vocation écologique.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</i> [...]."
Constats : Le plan de gestion contient la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives afin de réduire au minimum les incidences sur l'environnement. Le plan de gestion de l'exploitant mentionne notamment que ces déchets ne sont pas de nature à affecter l'environnement ou la santé humaine. Il prévoit toutefois quelques dispositions sur les conditions de stockage (dont hauteur et collecte des eaux de ruissellement) afin de prévenir tout incident.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</i> [...]."
Constats : La mesure de surveillance mentionnée dans le plan de gestion des déchets est l'analyse régulière de la qualité de l'eau alors que l'exploitant réalise également une surveillance de l'état des stockage lors de ses rondes et s'assure de leur stabilité avec les relevés topographiques effectués.
Observations : L'exploitant complètera son plan de gestion de déchets avec l'ensemble des mesures de surveillance mises en oeuvre.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de "la zone" de stockage de déchets ;</i> [...]."
Constats : Le plan de gestion des déchets prévoit que les déchets d'exploitation seront intégralement utilisés pour le réaménagement de la carrière à vocation écologique.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet